

10 juin : nous ne participerons pas à une grève perdante !

Le syndicat CNT Éducation-Santé/Social 34 n'appelle pas à se mettre en grève le mardi 10 juin. Et pourtant, les raisons de se battre contre l'avalanche de mesures régressives et réactionnaires ne manquent pas.

Précisément la nécessité de renouer avec des grèves qui instaurent un rapport de force réel face au pouvoir est indispensable pour espérer gagner. Or la journée du 10 juin est une journée de grève perdue d'avance où nous n'avons rien à gagner. C'est une journée que nous savons sans lendemain. Elle ne participe en rien à la création du nécessaire rapport de force avec le gouvernement et est selon nous démobilisatrice.

L'intersyndicale nationale de l'éducation (FSU et UNSA) avait d'ailleurs décrété la fin du mouvement dans l'éducation jusqu'à la rentrée, au mépris des travailleurs de l'éducation en grève reconductible à Paris et à Nantes ; il s'agissait pour elle de laisser les examens se dérouler normalement. Après avoir sorti les drapeaux blancs, les mêmes syndicats dans le cadre de l'intersyndicale de la Fonction publique appellent quelques jours plus tard à se mettre en grève le 10 juin. Comment croire que les initiateurs de cette journée espèrent que nous puissions arracher quoi que ce soit à l'État ? Comment le penser alors que cette journée vient quasiment un mois après la journée du 15 mai qui avait fortement mobilisé sans qu'aucune avancée ne soit obtenue ? Comment espérer que ce soit « une étape dans la mobilisation » à quelques jours de la fin de l'année scolaire ?

Nous pensons qu'il faut arrêter de cautionner ces appels qui vident de leur substance la notion de grève et qui permettent seulement aux

bureaucraties syndicales de faire valoir leur poids et de monnayer leur représentativité. Le seul message que devraient faire passer les syndicalistes est la nécessaire confrontation avec un pouvoir qui ne pliera que face à un mouvement déterminé, combatif et massif, ce qui suppose une grève reconductible. Certes une grève est un moment difficile à gérer qui suppose des sacrifices financiers et titille notre conscience professionnelle (les enfants n'ont plus cours d'où un sentiment de les abandonner). Mais c'est la seule voie pour espérer gagner. De plus lorsqu'on additionne les grèves d'un jour inutiles, ritualisées et perdantes à tous les coups depuis le début de l'année (a fortiori depuis 2003), on se dit que nous aurions mieux fait de les faire dans la continuité : nous n'aurions pas perdu plus et nous aurions entamé le rapport de force en pouvant espérer gagner quelque chose. La grève n'est pas un moyen de donner son opinion mais bien un combat engagé contre le pouvoir pour faire aboutir des revendications.

Si les bureaucraties syndicales ont une lourde responsabilité dans ces impasses, l'ensemble des salarié-e-s de l'Education Nationale est impliqué car rien ne nous a empêché et ne doit nous empêcher d'initier et d'investir massivement des Assemblées Générales, de nous rencontrer, de débattre des moyens pour gagner, de mettre en œuvre de la solidarité et de reconduire la grève dans nos quartiers. La frilosité des personnels sert souvent à cautionner les capitulations syndicales.

Il est pour nous temps de renouer avec un syndicalisme de lutte et autogestionnaire.

Nous proposons à tous ceux et toutes celles qui partagent nos analyses de nous rencontrer le mercredi 11 juin à la librairie La Mauvaise Réputation, 20 rue Terral (quartier Saint-Anne) à 13h30



Puisque personne
ne travaille à ta
place, que
personne ne décide
à ta place !